

N° 02746 du Lundi 24 Avril 2023

12^{ème} année 500 FCFA

LECONOMIE

Quotidien

www.leconomie.info

L'Economie Media Group Tel : (237) 222 23 40 43 Directeur de la publication : Thierry EKOUTI

MBOLO

Par Hervé Fopa Fogang

Choléra

La région du Centre connaît depuis quatre semaines, une recrudescence des cas de choléra. C'est du moins ce qui ressort d'un communiqué rendu public hier, 19 avril 2023 par Manouada Malachie, ministre de la Santé Publique...

Page 2

CAMEROUN-TCHAD

Savannah Energy au centre d'une brouille entre les deux pays

Les implications du rappel de l'ambassadeur Djidda Moussa Outman par les autorités tchadiennes.

Page 3



PROJET D'EXPLOITATION DU FER DE LOBE-KRIBI

Le gouvernement évalue les avancées sur le terrain



P-7

YOKADDOUMA

Près de 700 cartons de whiskies en sachets saisis et détruits

P-5

CEMAC

Les produits agricoles exportés en hausse au 1^{er} trimestre 2023

P-6

EL

EKEME LYSAGHT

JOURNÉE MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (JMPI)

26 AVRIL 2023 À YAOUNDÉ

ATELIER DE RÉFLEXION

"FEMMES, INNOVATION ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE:
ACCÉLÉRER LE RYTHME DE L'INNOVATION ET DE LA CRÉATIVITÉ"

Édité par L'Économie Média Group

Siège social :
Yaoundé-Coginie Mvog-ada

Directeur Général et Directeur de la Publication :
Thierry EKOUTI

695 922 556

Rédacteur en chef :
Hervé Fopa Fogang

Bureau Douala :
Augustin Kamga
696 973 142 / 676 705 694

Chef Service économie verte :
Jean Daniel Obama

Chef Service économie :
Julie Bilo'o

Rédaction :
Hervé Fopa Fogang,
Jean Daniel Obama,
Julie Bilo'o,
Célestin T. Mbakop,
François Gaël Mbala,

Assistante de direction :
Eba'a Mbia Delphine
Hermine

Commercial et Marketing :
Franck Oyono Owono

Impression
Le Localier Sarl

Infographie :
Lionel ABANDA

Chef service informaique
Bengono Zang Joseph

Combien ça coûte ?

L'hémodialyse à l'ère de la couverture santé universelle

L'hémodialyse est le seul traitement de substitution rénale disponible au Cameroun. Elle est subventionnée à 95% par l'Etat depuis 2002 et le nombre de centres de dialyse va croissant. Cependant, depuis l'ouverture du premier centre en 1990, aucune donnée n'existe sur la survie des hémodialisés chroniques.

Pour réduire de façon considérable, les difficultés liées au traitement de l'insuffisance rénale au Cameroun, le gouvernement, à travers la phase 1 de la Couverture Santé Universelle (CSU) lancée le 12 avril 2023 dans la région de l'Est, a annoncé avoir réduit de façon significative, les coûts annuels imposés pratiqués. Au lieu de 720 000 FCFA par an, des personnes souffrant d'insuffisance rénale vont désormais déboursier 15 000 FCFA sur la même durée.

Selon des sources au Ministère de la Santé, l'on apprend que pour bénéficier de cette nouvelle politique, des équipes mobiles d'enrôlement, ainsi qu'une plateforme d'enrôlement en ligne à l'adresse :

<https://csu.minsante.cm/enrollment> ont été créés.

Après l'enrôlement, une carte de santé est attribuée au postulant auprès d'une formation sanitaire, lui permettant d'être pris en charge par la couverture santé universelle dans les différents centres hospitaliers agréés. Dans le cadre de cette première phase, apprend-on, les soins et services couverts sont d'ordre préventif et promotionnel et concernent la vaccination, la nutrition et les interventions de santé communautaire. Pour ce qui est des soins et services curatifs, ils concernent la consultation des enfants de 0 à 5 ans qui bénéficieront de la prise en charge du paludisme simple et grave, les femmes enceintes dans les régions du septentrion, du Sud et de l'Est et leurs nouveaux nés jusqu'à 42 jours, ne seront pas en reste. Les personnes qui souffrent de tuberculose, d'insuffisance rénale, de VIH, d'onchocercose sont également incluses.

Franck Seyi, (Stg)

MBOLO Choléra

La région du Centre connaît depuis quatre semaines, une recrudescence des cas de choléra. C'est du moins ce qui ressort d'un communiqué rendu public le 19 avril 2023 par Manaouda Malachie, ministre de la Santé Publique. Pour le moment, la situation épidémiologique fait état de 88 cas notifiés et 5 décès pour un taux de létalité de 5,68%. Pour faire face à cette situation, Manaouda Malachie informe que le ministère de la Santé publique a déjà activé le système de gestion de l'incident pour l'épidémie de choléra au niveau central et a été réactivé dans la région du Centre qui était déjà en accalmie. Les populations de la région du Centre sont ainsi appelés à observer les mesures d'hygiènes pour éviter la contamination. Notamment se laver constamment les mains avec du savon, bien laver les fruits avant consommation etc...

Hervé Fopa Fogang

FIAC
WWW.FIACDOUALA.ORG 2023

COMMUNIQUE OFFICIEL

LA FIAC 2023 SE TIENDRA DU 1^{ER} AU 12 NOVEMBRE PROCHAIN À DOUALA

En accord avec le Mandant du Gouvernement le Ministre du Commerce, la Fondation Inter Progress et sa Branche Afrique, organisateur mandaté de la FIAC 23, confirme que la Foire Internationale des Affaires et du Commerce de Douala (FIAC) se tiendra du **1er au 12 novembre 2023** dans la Métropole Economique du Cameroun.

Malheureusement, les inondations sur des espaces d'expositions préparés pour cette deuxième édition ont imposé ce déplacement de dates.

Toutes les mesures sont prises pour une organisation réussie de l'évènement.

Nous remercions Monsieur le Maire de la ville de Douala pour son appui multiforme, ainsi que les exposants pour leur compréhension devant ces difficultés.

JEAN MOÏSE MBOG
CONSEILLER

PIERRE ZUMBACH
PRÉSIDENT

DIPLOMATIE

Le Tchad rappelle son ambassadeur au Cameroun

Djidda Moussa Outman retourne chez lui « pour consultation », d'après un communiqué du Secrétariat général de la présidence de la République du Tchad. La décision a été prise le 20 avril dernier, du fait de la « persistance des différends » entre les deux pays.

La relation entre les deux Etats ne s'est jamais autant dégradée. Arrivé en terre camerounaise il y a un peu plus d'un mois, Djidda Moussa Outman, ambassadeur du Tchad au Cameroun, vient d'être rappelé par son pays. Pour cause, la « persistance des différends » entre ces deux nations, au sujet de la nationalisation de la compagnie pétrolière Esso.

Le diplomate regagne son pays pour «consultation». Notamment, au sujet de «la prétendue acquisition des actifs de l'ex-Esso » par « la nébuleuse Savannah energy », lit-on dans le communiqué de Gali Ngothé Gatta, Secrétaire général de la Présidence de la République du Tchad.

La goutte d'eau qui déborde le vase

Le Tchad aurait appris, le 20 avril 2023, la signature d'un accord prévoyant la cession par une filiale de Savannah energy PLC de 10% du capital social de Cameroun Oil Transportation Company S.A (Cotco). Ce qui ne cadre pas avec les conventions et les statuts, à la SNH (Société nationale d'hydrocarbures), du Cameroun. D'après le SGPR tchadien, des représentants du Cameroun dans les Conseils d'administration de Cotco et Totco nuisent aux



intérêts de leur pays, depuis la nationalisation des actifs d'Esso Chad. Le prétexte est que ces derniers auraient déjà été rachetés par Savannah energy, qui à son tour aurait derrière lui « des personnalités camerounaises et d'autres pays africains ». Des agissements jugés « inamicaux » et contraires aux « intérêts » du Tchad. Le communiqué fait également remarquer que dans le cadre de l'acquisition des actifs de Pétronas, le Tchad a déposé en accord avec cette dernière un dossier d'agrément en bonne et due forme avec le contrat de cession auprès des services en charge de la concurrence de la Camac. Plus d'un mois après, le Cameroun reste le seul pays de la Communauté à n'avoir pas répondu aux lettres de demande d'avis de non-objection adressées par la Camac.

Le diplomate regagne son pays pour «consultation». Notamment, au sujet de «la prétendue acquisition des actifs de l'ex-Esso » par « la nébuleuse Savannah energy »

Ainsi, dans l'obligation «de défendre ses intérêts et sa respectabilité», le Tchad « dénonce les agissements répétés du Cameroun et de ses représentants » qui, selon Gali Ngothé Gatta, « mettent à mal » les relations entre les deux pays. Afin d'y voir plus clair, le Tchad a décidé du rappel de son ambassadeur au Cameroun pour «consultation».

Concrètement, le Pipeline Tchad-Cameroun implique en dehors des deux pays, Exxon-mobile. Ce dernier qui décide de se retirer et vend les actifs d'Esso Tchad à Savannah energy. Une transaction que l'Etat tchadien n'approuve pas et qui conduit en mars 2023, à la nationalisation d'Esso, qui exploite en consortium avec Pétronas, le pétrole de Doba.

Julie Bilo'o

L'accord qui divise

La signature de la convention entre le Cameroun et Savannah energy, société britannique est à l'origine du rappel de l'ambassadeur Djidda Moussa Outman. En effet, la République du Tchad a un contentieux avec Savannah energy sur « la prétendue acquisition des actifs de l'ex-Esso ». L'affaire serait à date traduite au tribunal de Paris.

La transaction entre Savannah et Cotco vaut 44,9 millions de dollars, soit 26,8 milliards de FCFA. Par cet accord, les parts de la SNH dans Cotco devraient augmenter de 10%, passant de 5,17% avant l'accord à 15,17%. En réduisant ainsi, les parts de

En concluant l'accord avec l'entreprise britannique, le Cameroun ne jouerait pas franc jeu aux yeux du Tchad

Savannah Midstream Investment Limited (SMIL), de 41,06% à 31,06%.

Pour le Tchad, Savannah energy ne disposerait pas de moyens nécessaires (financiers et techniques) pour exploiter son pétrole. Par conséquent s'est opposé farouchement au rachat des actifs d'Esso (Exploration and Production Chad), filiale d'ExxonMobil, par celle-ci. En concluant l'accord avec l'entreprise britannique, le Cameroun ne jouerait pas franc jeu aux yeux du Tchad, d'où le rappel de son ambassadeur.

Le Pipeline Tchad-Cameroun constitue un linéaire de plus de 1 000 km dont en moyenne,

900 km passant par le Cameroun. Il permet l'acheminement du pétrole depuis les trois zones d'exploitation, Mian-doum, Komé et Bolobo, dans la région de Doba, au sud du Tchad, jusqu'à la ville côtière camerounaise Kribi. Cameroon oil transportation Company (Cotco), quant à elle est une société spécialisée dans le transport du pétrole brut et qui exploite spécifiquement sur ce Pipeline, côté Cameroun. La société était gérée par Exxonmobil, avant son retrait du pipeline.

Julie Bilo'o

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le Cameroun à l'école de la planification du développement durable

Avec 24 autres pays africains, il participe à une formation sur les nouvelles approches, depuis le 3 avril 2023.

L'édition 2023 se tient dans un contexte particulier. Crise climatique, la reprise post-Covid-19, les conflits, la baisse de l'aide publique au développement et la dette, des défis auxquels fait face le continent. Les «Nouvelles approches de la planification du développement durable» réunissent cette année 25 pays africains, dont le Cameroun. Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Tchad, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Togo, Tunisie, Ouganda et Zambie, sont les pays dont sont issus les 100 participants à la formation sur les nouvelles approches de la planification du développement durable.



Jusqu'au mois de mai prochain, ils seront entretenus sur une nouvelle approche de planification dite « Planification basée sur les finalités et les livrables (PBF/L) ». Selon la Commission économique des nations Unies pour l'Afrique (CEA), la formation vise à doter les participants « des connaissances et des techniques indispensables pour concevoir, mettre en œuvre,

La formation s'inscrit en droite ligne dans le cadre des discussions et des recommandations de la huitième session du Forum régional africain sur le développement durable.

suivre et évaluer des plans de développement faciles à mettre en œuvre et qui permettent l'intégration des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, y compris la résilience aux chocs et l'inclusion ».

La formation s'inscrit en droite ligne dans le cadre des discussions et des recommandations de la huitième session du Forum régional africain sur le développement durable, organisée à Kigali du 3 au 5 mars 2022, sur le thème : « Construire un avenir meilleur : Une Afrique verte, inclusive et résiliente, prête à concrétiser le Programme 2030 et l'Agenda 2063 ». A la fin des travaux, chacun des participants devrait être capable de comprendre la PBF/L et son utilité dans la mise en œuvre du programme 2030 pour le développement durable et celui de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. « Ils en apprendront également davantage sur la Boîte à outils de planification intégrée et de rapports ».

Julie Bilo'o

AIDE HUMANITAIRE

L'ONU a transféré 5,3 milliards de FCFA au Cameroun en 2022

Les déplacés internes de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest font partie des bénéficiaires de ce financement.

Dans son dernier rapport d'activités sur l'année 2022, le bureau Cameroun du Programme alimentaire mondial (Pam) confie avoir décaissé en faveur du pays, au cours de la période de mars à décembre, 5,4 milliards de FCFA destinés à plus 750 000 personnes vulnérables. Les principaux bénéficiaires de ces fonds sont des réfugiés centrafricains accueillis dans la région de l'Est, des réfugiés nigériens localisés dans la région de l'Extrême-Nord et des déplacés internes de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. De manière détaillée, 3,1 milliards de FCFA ont été partagés en cash et 2,4 milliards FCFA accordés en kits alimentaires. Initialement, 12 milliards de FCFA devaient être distri-

bués. Mais, pour des raisons sécuritaires et le désintérêt des donateurs qui privilégient d'autres projets, seuls 5,5 milliards de FCFA ont pu être distribués fait savoir le PAM. Sur le plan alimentaire, la Pam a distribué plus de 24 000 tonnes de nourriture, sur les 61 000 prévus. « Le Pam n'a atteint que 71% des bénéficiaires prévus en raison de déficits de financement, en particulier dans les domaines de la nutrition et de l'éducation », note le rapport, qui par ailleurs précise que « 25% des bénéficiaires ont reçu une aide en espèces, ce qui leur donne une plus grande flexibilité dans leur choix de nourriture ». Toutefois, les Nations unies notent une diminution à 9 500 de l'afflux de réfugiés centrafricains depuis la crise de 2014. Pareil pour la région de l'Extrême-Nord où 4 000 nouveaux réfugiés ont été enregistrés l'année dernière.

« Néanmoins, les inondations survenues dans cette région entre août et octobre ont détruit les moyens de subsistance, les animaux et les biens, affectant environ 250 000 personnes. Enfin, la volatilité de la situation humanitaire dans le Nord-



De manière détaillée, 3,1 milliards de FCFA ont été partagés en cash et 2,4 milliards FCFA accordés en kits alimentaires.

Ouest et le Sud-Ouest a persisté, les civils souffrant de la perte de leurs moyens de subsistance, les activités économiques et sociales réduites, des déplacements forcés, des agressions, des blessés et des morts à la suite d'attaques directes contre eux et leurs biens et les affrontements entre l'armée et les groupes armés », lit-on.

FGM

YOKADOUMA

Près de 700 cartons de whiskies en sachets saisis et détruits

C'était au cours d'une descente du préfet du département de la Boumba-et-Ngoko, Mochi Johnson Malafa, dans certaines boutiques.

Depuis le 11 avril 2023, une décision du ministère de l'Industrie, des mines et du développement technologique (Minmidt) met fin à la production du whisky en sachet. La décision gouvernementale précise que « sont interdits sur l'ensemble du territoire national, la production et la commercialisation des whiskies conditionnés dans des sachets à des volumes inférieurs à 50 millilitres ». Moins de 10 jours après la publication du communiqué, la décision du gouvernement porte déjà des fruits.

Selon une information publiée à la télévision nationale (Crtv), 681 cartons de whiskies en sachet de 30 ml ont été saisis ce mercredi 19 avril 2023 dans la ville de Yokadouma, région de l'Est. C'était au cours d'une descente du préfet du département de la Boumba-et-Ngoko, Mochi



Johnson Malafa, dans certaines boutiques. L'ordre a été donné par ledit préfet de détruire ces produits interdits de vente.

En janvier 2014, la Fondation camerounaise des consommateurs (FOCACO) avait déjà saisi et brûlé des sachets de whisky. « Nous sommes en situation de légitime défense face à la mort de plusieurs de nos concitoyens. Vous voyez comment beaucoup sont affaiblis, beaucoup sont dans les hôpitaux. Nous avons procédé à la destruction de ces

Il faut dire que malgré l'interdiction de sa production et de sa commercialisation depuis bientôt une dizaine d'années (2014), l'activité reste fleurissante.

produits dangereux interdits depuis 2014. Ces produits ne reçoivent pas les certificats de conformité de l'Agence des Normes et de la Qualité. Donc, impropre à la consommation », avait expliqué à l'occasion Alphonse Ayissi Abena, président de la Fondation camerounaise des consommateurs (Focaco). Il faut dire que malgré l'interdiction de sa production et de sa commercialisation depuis bientôt une dizaine d'années (2014), l'activité reste fleurissante. Pourtant, les pouvoirs publics ont toujours utilisé l'argument de la santé des citoyens afin justifier l'interdiction du whisky en sachet sous sa forme actuelle.

Néanmoins, des moratoires ont été accordés aux producteurs, qui ont désormais jusqu'en 2026 pour retirer ces produits du marché. La brigade nationale des contrôles et de la répression de la fraude et l'Agence des normes et de la qualité (Anor) ou encore la douane camerounaise, sont chargés par le gouvernement de veiller au respect de cette décision.

Jean Daniel Obama

COMMERCIALISATION DE VÉHICULES

Cami motors devient le distributeur de la marque Mercedes Benz au Cameroun

L'annonce a été faite le 20 avril 2023 par la filiale camerounaise du groupe français CFAO.

Tractafic Motors Cameroun, concessionnaire exclusif des marques Mercedes-Benz Trucks, BMW, Mitsubishi, Renault, Hyundai, Ford au Cameroun vient de confier la commercialisation de sa marque Mercedes Benz à Cami Motors, filiale du groupe français CFAO.

C'est l'économie d'un communiqué rendu public par le directeur général de Cami, Denis Zappulla. Suivant les termes du contrat qui lie les deux parties, Cami Motors dispose désormais les droits exclusifs de commercialisation de

cette marque sur l'ensemble du territoire national.

« Cette collaboration a été possible grâce à l'étendue de notre réseau qui se déploie dans plus de 47 pays à travers l'Afrique, notre chaîne d'approvisionnement robuste et notre attachement aux valeurs d'éthique et de transparence dans nos relations commerciales », explique Denis Zappulla, qui annonce dans la foulée, l'ouverture future des showrooms dédiés à la marque de luxe allemande.

CFAO est un acteur majeur dans les domaines de la mobilité, de la santé, des biens de consommation, des infrastructures et de l'énergie. Avec 155 filiales, son réseau de distribution est le plus large du continent africain. Partenaire privilégié de grandes marques mondiales, le Groupe intervient sur toute la chaîne de



valeur, en s'appuyant sur 170 ans de connaissance terrain et sur les savoir-faire locaux.

François Gaël Mbala

FORUM AFRIQUE DU CONSEIL DES INVESTISSEURS D'AFRIQUE NOIRE

Achille Bassilekin III présente les atouts du Cameroun

Le ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Économie sociale et de l'artisanat a pris part aux échanges en France.

Achille Bassilekin III, ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat a conduit la délégation interministérielle camerounaise le 18 avril 2023 aux travaux du Forum Afrique du Conseil des Investisseurs d'Afrique Noire. Le 19 avril 2023 il a pris part au Forum économique du Cameroun en France qui s'est tenu à l'Ambassade du Cameroun à Paris. La thématique centrale des échanges a porté sur la contribution des PME dans la politique d'import substitution. Une thématique qui s'inscrit dans la seconde phase de la vision d'un Cameroun émergent à l'horizon 2035, déclinée dans sa stratégie nationale de développement (SND30) et qui s'articule autour de la transformation structurelle de l'économie.



La délégation interministérielle camerounaise conduite par le MINPMEESA au cours de cette mission qui va s'étaler jusqu'au 28 avril 2023 devrait également se déployer à la 119ème édition de la Foire internationale de Paris.

Le forum visait à encourager et accompagner les investisseurs qui souhaitent développer des projets avec le Cameroun, ou encore obtenir des informations pertinentes sur les administrations publiques et privées, les mécanismes et les dispositions mis en place en faveur des investisseurs potentiels. Il avait également pour objet de développer des formes de collaboration réciproquement avantageuses

entre les acteurs économiques camerounais et les entreprises françaises. Des rencontres business to business ont permis aux participants durant les différents travaux, d'échanger sur des centres d'intérêt avec les administrations publiques camerounaises ainsi qu'avec une vingtaine de chefs d'entreprises de divers secteurs économiques au Cameroun notamment : BTP, eau et énergie, transit, douane et logistique, agroalimentaire, artisanat, numérique, télécommunications, électricité, génie thermique, génie électrique, énergie solaire, commerce général, tourisme, aciéries, transformation des matières premières etc.

La délégation interministérielle camerounaise conduite par le MINPMEESA au cours de cette mission qui va s'étaler jusqu'au 28 avril 2023 devrait également se déployer à la 119ème édition de la Foire internationale de Paris. Tout ceci dans l'optique de permettre d'accroître le partenariat économique entre la France et le Cameroun.

Hervé Fopa Fogang

CEMAC

Hausse de 7,3% des produits agricoles exportés au 1^{er} trimestre 2023

Il s'agit de banane (11,7%), le cacao (10,9%) et le riz (9,8%) qui ont profité d'une conjoncture mondiale favorable.

La Banque des États de l'Afrique Centrale (Beac) vient de rendre public l'Indice composite des cours des produits de base (Iccpb), indiquant que les prix des principaux produits agricoles exportés de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac) vers l'extérieur ont progressé de 7,3% sur les trois premiers mois de l'année 2023.

L'Iccpb est un indice fondé sur les cours de 20 produits de base exportés par les pays de la Cemac, représentant 90% des valeurs des exportations de cette communauté. Selon la Beac, la banane, le cacao et le riz ont profité de la conjoncture favorable avec des hausses respectives de 11,7 %, 10,9 % et 9,8 % de leur coût, en

lien avec la reprise de la demande chinoise qui est le premier importateur mondial de l'huile de palme et du caoutchouc.

Selon le rapport 2021 sur le commerce extérieur du Cameroun, publié par l'Institut national de la statistique (INS), la Chine est le premier client du Cameroun qui a capté 25,8% des exportations camerounaises pour 618,4 milliards FCFA ; les Pays-Bas (12,4%, soit 297,7 milliards FCFA) ; l'Inde (9,6%, soit 230,9 milliards FCFA) ; l'Italie (7,1%, soit 171 milliards FCFA) et l'Espagne (6,1%, soit 145,9 milliards FCFA).

Les pays africains s'accordent à reconnaître le rôle et l'importance de la libéralisation des échanges commerciaux dans le processus d'intégration régionale et de développement. La libéralisation du commerce est communément utilisée comme un outil économique visant à stimuler les échanges commerciaux à l'intérieur et entre les pays membres de la zone communautaire.

Si l'économie camerounaise est la plus importante et la plus diversi-



La Chine est le premier client du Cameroun qui a capté 25,8% des exportations camerounaises pour 618,4 milliards FCFA

fiée de la région, elle représentait 45 % du Produit intérieur brut (PIB) de la Cemac en 2021 selon le Fonds monétaire international (FMI), elle reste toutefois dépendante de produits bruts même si les dernières années ont connu une augmentation des exportations de quelques produits transformés, notamment dérivés du cacao.

Jean Daniel Obama

PROJET D'EXPLOITATION DU FER DE LOBE-KRIBI

Le gouvernement évalue les avancées sur le terrain

Fuh Calistus Gentry, le Secrétaire d'Etat, assumant par intérim les fonctions de Ministre des Mines, de l'Industrie et du développement technologique a séjourné à Campo et à Kribi les 17 et 18 avril 2023.



Fuh Calistus Gentry vient d'effectuer une visite de travail à Kribi et à Campo. Objectif évaluer les travaux d'avancement du projet d'exploitation du minerai de fer Lobe-Kribi par l'entreprise chinoise Sinosteel. Au cours de son séjour, il a tenu une séance de travail avec les autorités administratives, les élus locaux et les parlementaires sur la situation foncière de ce projet. Aussi, il a échangé avec les autorités locales, les populations riveraines et les partenaires du projet.

« Le chef de l'état met tout en œuvre pour la réalisation sans anicroche, et pour le grand bien de tous, de ce projet minier. Tout est mis en mouvement, pour le strict respect du calendrier, et des engagements pris pour la mise en œuvre du tout premier projet d'exploitation d'une mine industrielle de fer au Cameroun...Le calendrier, les emplois, les retombées économiques et sociales, et les intérêts des populations sont d'une attention particulière, le président de la République invite toutes les parties prenantes à accompagner Sinosteel dans cette mission, pour l'émergence du Cameroun » a souligné Fuh Calistus Gentry au cours de sa descente sur le terrain.

Tout est mis en mouvement, pour le strict respect du calendrier, et des engagements pris pour la mise en œuvre du tout premier projet d'exploitation d'une mine industrielle de fer au Cameroun...

Gestion du Terminal minéralier

Le Secrétaire d'Etat, assumant par intérim les fonctions de Ministre des Mines, de l'Industrie et du développement technologique s'est également entretenu avec la Direction Générale du Port Autonome de Kribi. La rencontre était axée sur la gestion du Terminal minéralier des entreprises minières. Cette séance de travail a vu la participation du gouverneur de la Région du Sud, du Préfet de l'Océan, de la Sonamines et de Sinosteel. Il a été « convenu au cours des échanges, une gestion contrôlée du terminal minéralier sous la supervision de l'Etat. À l'entreprise Sinosteel. Il a été exigé que trois étapes du projet soient remplies avant la pose de la première pierre, notamment que la mine à ciel ouvert soit effective, que la centrale d'enrichissement du minerai soit fonctionnelle et que les voies d'accès sur le site soient réaménagées ».

Hervé Fopa Fogang

Le début de l'exploitation attendu

C'est le 6 mai 2022 que l'entreprise chinoise Sinosteel a signé une convention avec le gouvernement camerounais en vue de l'exploitation du gisement de fer de Lobé-Kribi. Après la signature du document, certains hommes politiques et certains membres de la société civile avaient demandé l'annulation de cette convention

soulignant qu'elle n'était pas bénéfique pour le Cameroun. Or, dans une interview accordée au quotidien l'Économie dans son édition du mercredi 25 mai 2022, Gabriel Dodo Ndoke, ministre des Mines, de l'industrie et du développement technologique de regretté mémoire avait déclaré que le contrat minier avec Sinosteel respecte strictement la

loi minière actuelle du Cameroun et que le projet tient compte des intérêts du Cameroun et des populations locales. « Ce qui est mutuellement bénéfique et constitue un cas de coopération gagnant-gagnant » avait-il déclaré. Malgré les contestations, le président de la République, Paul Biya on avait signé le 1er juillet 2022, « un décret

portant institution d'un permis d'exploitation valable pour le fer au profit de la société Sino Steel Cam SA ». Après, les responsables de l'entreprise étaient descendus sur le terrain pour voir comment gérer les droits domaniaux avant de lancer effectivement les activités sur le terrain.

Hervé Fopa Fogang

COMMERCE La France a exporté pour plus de 15 milliards FCFA des vins en direction du Cameroun

Ces exportations sont en augmentation d'environ 1,3 milliard FCFA par rapport à 2021.

La France reste leader dans les exportations de vins au Cameroun. Selon les statistiques du Trade Data Monitor (TDM), qui collecte les statistiques imports et exports mensuelles auprès d'agences douanières, d'instituts de statistiques et d'autres sources dans plus de 110 pays, le pays occupe un peu plus de 71% de parts de marché sur le territoire camerounais.

En effet, au cours de l'année 2022, les importateurs camerounais ont acheté des vins italiens à environ 900 millions FCFA contre seulement 511,4 millions FCFA en 2021 et 382,3 millions FCFA en 2020. Statistiquement, les parts de marché de l'Italie au Cameroun au cours de l'année 2022, sont passées de 2,48% en 2021 pour s'établir à 4% en 2022.

La France et l'Espagne, respectivement première et deuxième dans le classement des grands fournisseurs de vins au Cameroun ont contrôlé à elles seules, 84,5% du marché local en 2022 d'après TDM. A l'analyse du document, la France pourrait continuer à assurer le monopole sur le marché camerounais en 2023.

Victime du cannibalisme belge, l'Espagne lors de l'exercice 2022, n'a pesé que 3 milliards FCFA, en baisse de 13,77% par rapport à 2021. Concrètement, les exportations de la Belgique sont passées de 639 millions FCFA en 2020 à 1,9 milliard FCFA en 2021 et un peu plus de 2 milliards FCFA en 2022. Soit un taux de pourcentage respectif de 4,52%, 9,8% et 9,2% au cours des trois années.

L'Afrique du Sud, seul pays du continent dans le top 5 des fournisseurs de vins au Cameroun, affiche 0,9% de parts de marché en 2022, malgré des exportations en hausse (302 749 euros, contre 270 161 euros en 2021 et 299 772 euros en 2020). Les parts de marché de ce pays avaient pourtant culminé à 1,39% en 2020. Rappelons que Trade Data Monitor, Inc. (TDM) est le premier fournisseur au monde de statistiques de commerce extérieur pour les gouvernements, entreprises, fabricants, cabinets juridiques, associations de fabricants et organisations internationales dans six continents. Il collecte les statistiques imports et exports mensuelles auprès d'agences douanières, d'instituts de statistiques et d'autres sources dans plus de 110 pays, puis utilise un logiciel propriétaire pour regrouper, organiser et publier les données sous forme de tableaux et graphiques conviviaux.

François Gaël Mbala

L'information est une valeur

BLUE DESORMAIS DISPONIBLE PARTOUT AU CAMEROUN
Un point c'est blue

N° 0274b du Lundi 16 Janvier 2023 10^{ème} année 300 F CFA

L'ECONOMIE

Quotidien www.leconomie.info

Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) - 15/01/2023

EVALUATION

Les 18 entreprises à fort potentiel

Il s'agit selon la Commission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic de celles qui ont dégagé un résultat d'exploitation et un résultat net positif au 31 décembre 2021. **Page 3**

Happy Holidays!
WISH YOU ALL A MERRY CHRISTMAS AND A HAPPY NEW YEAR!

Papier: 100.000 F CFA / an
Numérique: 30.000 F CFA/ an

 +237 695 92 25 56



Abonnez-vous au journal de la valeur ajoutée



www.leconomie.info

➔ À SUIVRE

À L'INTERNATIONAL

USA : La montée en puissance des raffineries entraîne une chute massive des stocks de pétrole Brut

Marchés Boursiers : Wall Street La semaine dernière en bref

Lundi 17 Avril, les cours du pétrole se sont nettement repliés affaiblis par des prises de bénéfices et un rebond marqué du dollar sur un marché qui n'attend pas de catalyseur à court terme. Au terme de cette séance, le Baril de Brent est descendu de 1,79% pour clôturer à 84,76 dollars tandis que le WTI a cédé 2,04% à 80,83% :

Mardi 18 Avril, l'Europe Boursière a terminé dans le vert soutenu par les données macro-économiques en provenance de Chine tandis que Wall Street a terminé dans le rouge

plombé par les résultats jugés décevants de Goldman Sachs. Les données en provenance de Chine ont montré que l'économie avait enregistré une croissance de 4,5% sur un an au 1er trimestre ; un rythme supérieur aux attentes.

Mercredi 19 Avril, Selon les chiffres publiés par l'agence américaine d'information sur l'Énergie, les stocks commerciaux de pétrole ont décroché de 4,6 millions de baril durant la semaine du 14 Avril ; les analystes n'attendaient qu'une baisse de 250 milles barils. Cette chute inattendue provient de la montée en puissance des raffineries.

Jeudi 20 Avril, les prix du pétrole ont poursuivi leur baisse dans le sillage d'un marché Boursier déçu des perspectives des entreprises et de plusieurs indicateurs américains moroses qui annoncent un prochain ralentissement économique. A la clôture, le Brent a cédé 2,43% à 81,10 dollars, et le WTI a reculé de 2,39% à 77,29 dollars.

Vendredi 14 Avril, la Bourse de Tokyo a fini en baisse alors que les investisseurs se sont montrés prudents avant une réunion de la Banque Centrale Japonaise la semaine prochaine. L'indice Nikkei a perdu 0,33% à 28 564,37 points et le Topix plus large a cédé 0,2%



à 2 035,57 points.

Agenda économique de la semaine :

Jeudi 27 Avril, Publication de l'Indice des Prix du PIB aux Etats-Unis sur le 1er trimestre 2023. Notons que cet indice mesure la variation annualisée des prix de tous les biens et services inclus dans le produit intérieur brut et est l'indicateur le plus large en matière d'inflation.

A cette même date, on note également la publication du PIB canadien sur le mois de Mars.

➔ ANALYSE

MARCHÉ DES TITRES BEAC

Le Cameroun, le Congo et le Gabon en quête de 72 milliards de FCFA cette semaine

Avril 2023 (En millions de FCFA)		
Emetteur	Instrument	Montant sollicité
Cameroun	OTA 6 ans 6,25%	25 000
Congo	BTA 52 semaines	12 000
Gabon	BTA 13 semaines	10 000
	OTA 3 ans 5,50%	22 500-25 000
Total		69 500-72 000

Source : beac.int ; bvmac.cm

La semaine dernière en bref Sur le Marché des Titres BEAC

Le Lundi 17 Avril, le Trésor du Cameroun était à la quête de 15 milliards de FCFA en Bons de Trésors Assimilables (BTA) sur la maturité de 26 semaines.

Le Mardi 18 Avril, le Trésor du Congo procédait à un abondement de 15 milliards de FCFA en OTA sur la maturité de 4 ans. Le taux d'intérêt assorti à cette émission était de 6,25%.

Pour rappel, une semaine auparavant, le Trésor avait réussi à collecter 5 et 7,15 milliards de FCFA en BTA pour des sollicitations de 5 et 12 milliards de FCFA sur les maturités de 52 et 13 semaines. Ces sorties se sont clôturées par des taux de couverture de 131,32% et 59,64% pour des taux moyens pondérés de 6,14% et 6,30%.

Le Mercredi 19 Avril, l'Etat du Gabon a collecté 9,27 milliards de FCFA sur les 10 Milliards de FCFA recherchés en BTA sur la maturité de 26 semaines.

Cette sortie s'est soldée par un taux de couverture de 125,49% soit un montant total de 12,5 milliards de FCFA de soumission pour un taux moyen pondéré de 6,22%.

Sur la BVMAC

Le Mercredi 14 Avril, Sur le compartiment action, 110 et 200 actions SAFACAM et SCG-Ré ont été échangées aux prix unitaires de 24 700 et 21 000 FCFA pour des montants respectifs de 2 717 000 et 4 200 000 FCFA.

La capitalisation boursière se maintient donc à 447 173 232 000 FCFA. Sur le compartiment obligation, respectivement 24 641 et 787 391 obligations dénommés « ECMR 6,25% NET 2022-2029 » et « BDEAC 5,45% NET 2020-2027 » sont offertes en vente.

À venir sur le Marché des Titres BEAC Cette semaine, les Trésors du Cameroun, Congo et du Gabon seront à la quête de 72 milliards de FCFA en BTA et OTA cette semaine.

➔ BOURSE

Marché des Actions CEMAC					
Capitalisation Boursière			447 173 232 000 XAF		
Valeurs	Cours clôture (XAF)	Var.		Cours historiques Depuis Janvier (XAF)	
		Hebdo	An	Haut	Bas
SEMC	47 000	0,00%	0,00%	47 000	47 000
SAFACAM	24 700	0,00%	23,50%	24 700	24 000
SOCAPALM	50 000	0,00%	50,43%	54 000	47 200
LA REGIONALE	42 500	0,00%	-2,30%	43 500	42 500
BANGE	206 850	0,00%	0,00%	206 850	206 720
SCG-Ré	21 000	0,00%	0,00%	21 000	20 500

Nom FCP	VL ou 17/04/2023	Var	
		Hebdo	Depuis Lancement
FCP ATLANTIQUE PERFORMANCE	12 670	0,04%	26,70%
FCP HARVEST TRESORERIE	11 997	0,05%	19,97%
FCP EVEREST FINANCE RENDEMENT	110 162	0,05%	10,16%
FCP HARVEST ACTIONS CEMAC	108 918	0,16%	6,92%
FCP HARVEST LIQUIDITES	10 856	0,05%	6,56%
FCP BGSBOOK ATLAS	102 161	0,05%	2,16%
FCP CRSC LONGEVITE	1 018 197	0,04%	1,82%

Marché des Obligations CEMAC				
Masse Obligatoire			1 256 362 184 463 XAF	
Valeurs	Nominal (XAF)	Cours	Taux	Coupon couru J+3 (XAF)
ECMR.05-18/23	2500	99,2	5,60%	61,37
EOG.05 19/24	5 000	99	6,25%	172,95
EOCG.02-21/26	10 000	95	6,25%	56,35
EOG.06-21/26	10 000	99,5	6,00%	532,60
ECMR.05-22/29	10 000	99,5	6,25%	568,49
EOG.07. 22-28	10 000	100	6,25%	270,55
EOTD.01 22/27	10 000	100	6,50%	204,79
EOBDE 20/27	10 000	99,99	5,45%	170,22
EOBDE 21/28	10 000	100	5,60%	210,19
EOBDE 22/29	10 000	100	6,00%	189,04
AUOS .01-18/23	2 222	100	5,75%	9,43
AFC 03 21/25	7 142	100	5,40%	77,14

Le dollar américain : les raisons cachées de la guerre en Ukraine

Le premier des trois piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine est le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain. Cette domination repose sur plusieurs éléments, dont les principaux sont l'extraterritorialité du droit américain, les bons du Trésor américain et le Pétrodollar. Il est totalement impossible ni de connaître, ni de comprendre les véritables raisons non seulement de la guerre en Ukraine, mais de la quasi-intégralité des guerres orchestrées ou menées directement pas les Etats-Unis d'Amérique, sans une vision précise des éléments mentionnés. Voyons-les donc en détail.

Le dollar et l'extraterritorialité du droit américain comme une arme de guerre économique

Le concept de l'extraterritorialité du droit américain est l'application du droit américain en-dehors des frontières des USA, ce qui permet à des juges américains d'engager des poursuites judiciaires pour des faits qui ont eu lieu dans n'importe quel point dans le monde. L'élément principal qui est utilisé comme prétexte aux engagements des poursuites est le fait de l'utilisation du dollar américain dans des transactions. Ainsi, les mécanismes juridiques de l'extraterritorialité du droit américain procurent aux entreprises américaines un avantage concurrentiel majeur et totalement illégal, selon le droit international des affaires, mais bien légal selon le droit américain. Car, l'extraterritorialité du droit oblige les entreprises étrangères utilisant dans leurs transactions le dollar américain à se conformer aux standards américains, à se soumettre à la surveillance et au contrôle de l'état américain – ce qui rend possible l'espionnage « légalisé » de leur savoir-faire et de mener des actions d'entrave au développement des concurrents des entreprises américaines. Dans les procédures de poursuite par le Département de Justice américain, les entreprises étrangères sont soumises à l'obligation de la régularisation de leur situation par l'acceptation d'une surveillance durant plusieurs années d'affilée, dans le cadre d'un « programme de conformité ».

En outre, en mettant artificiellement les entreprises étrangères, qui intéressent les groupes américains, en danger de paiement de très grosses amendes – on les mets en position de ne pas être hostiles au rachat par les américains, afin de les éviter. Afin d'asseoir sa domination mondiale, un nombre incalculable de poursuites est lancé sans aucun véritable fondement, dont le réel but est l'accès à l'information des concurrents et l'ingérence économique.

Les bons du Trésor américain et les Pétrodollars

Dans la comptabilité il existe un terme comme les créances douteuses. Les bons du Trésor américain sont des titres obligataires qui s'achètent et se remboursent en dollars américains et qui sont, factuellement, les créances douteuses.

Pourquoi ?

Aujourd'hui, la dette de l'état américain a dépassé les 31.000 milliards USD et continue à s'accroître au quotidien à la hauteur de plusieurs milliards par jour. Ce chiffre dépasse largement celui du PIB annuel des USA et fait de la quasi-globalité des bons émis par le Trésor américain les titres à la solvabilité et valeur plus que douteuses, car remboursables par la monnaie nationale, dont pour la majorité émise il n'y a rien derrière. Rien de tangible. Sa solvabi-



Le concept de l'extraterritorialité du droit américain est l'application du droit américain en-dehors des frontières des USA, ce qui permet à des juges américains d'engager des poursuites judiciaires pour des faits qui ont eu lieu dans n'importe quel point dans le monde.

lité n'est garantie que par l'émission monétaire et la confiance accordée au dollar américain qui se base non pas sur sa valeur réelle, mais sur la domination militaire du monde par les USA.

Et la Russie avec l'Ukraine dans tout cela ?

Depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, la Fédération de Russie a commencé le processus progressif de séparation des bons du Trésor américain. Depuis le 2014, le début du conflit instauré par les USA en Ukraine par le coup d'état, la Russie s'est débarrassée de la quasi-intégralité de la dette américaine. Si en 2010 la Russie faisait partie des dix plus gros détenteurs de bons du Trésor américain, avec plus de 176 milliards USD, en 2015 elle en a détenu qu'à la hauteur d'environ 90 milliards, soit sa masse totale pratiquement divisée par deux en 5 ans. Aujourd'hui, la Russie ne détient que 2 milliards de cette dette, ce qui est une quantité dérisoire. En tandem avec la Russie, la Chine de même, se débarrasse progressivement de ce dangereux débiteur. Si en 2015 elle a détenu des bons outre-Atlantique pour plus de 1270 milliards USD, aujourd'hui, c'est à la hauteur inférieure de 970 milliards, soit une baisse de ¼ en 7 ans. Aujourd'hui, la quantité de dette américaine détenue par la Chine est au plus bas depuis 12 ans. Parallèlement au débarras des bons du Trésor américain, la Fédération de Russie a déclenché le processus progressif de la libération du monde du système des pétrodollars. Une spirale vicieuse est déclenchée : l'ébranlement du système des pétrodollars porterait un coup significatif au marché des bons du Trésor américain. En effet, la baisse de la demande du dollar sur la scène internationale enclencherait automatiquement une dévaluation de la monnaie et, de fait, la baisse de la demande de bons du Trésor qui mènera, mécaniquement, à une augmentation de leur taux d'intérêt, en rendant tout simplement impossible le financement de la dette publique américaine au niveau que l'on connaît aujourd'hui.

Les détracteurs du postulat que la chute du dollar contre bon nombre de devises causera de très importants dommages à l'économie américaine stipulent qu'un dollar plus faible mènera vers une augmentation significative des exportations américaines, fera profiter les fabricants américains et, de fait, diminuera le déficit commercial des États-Unis. S'ils ont tout-à-fait raison sur l'effet bénéfique de la dévaluation du dollar vis-à-vis des exportations américaines – ils ont parfaitement tort sur l'effet final inévitablement dévastateur sur l'économie américaine, car ils ne prennent pas en compte l'élément majeur : les USA sont un pays qui se trouve depuis des décennies sur la voie de la désindustrialisation et l'effet positif sur les exportations ne sera que relativement négligeable face au déficit commercial gigantesque. Le déficit qui a déjà atteint en 2021 le niveau record de l'histoire des États-Unis et qu'avec une dévaluation du dollar, et donc l'augmentation du coût des importations à tous les niveaux, aura un effet destructeur. Ainsi, régler le compte des deux fautifs de la situation – de la Russie et de la Chine – est donc l'élément clé dans la stratégie de survie des États-Unis d'Amérique.

Les pétrodollars

Avec l'effondrement, en 1971, des accords de Bretton Woods qui ont perduré depuis 1944, la dépendance mondiale vis-à-vis du dollar américain a commencé à diminuer très dangereusement pour l'économie des États-Unis et il leur fallait trouver un autre moyen pour augmenter

la demande de la monnaie nationale. Et c'est en 1979 que le « pétrodollar » est né dans le cadre de l'accord américano-saoudien de la coopération économique : « pétrole contre dollars ». Dans le cadre de cet accord l'Arabie Saoudite a pris des obligations de vendre son pétrole au reste du monde uniquement en dollar américain, ainsi que réinvestir ses réserves excédentaires en dollars dans des bons du Trésor américain et des entreprises américaines. En contrepartie, les États-Unis ont pris des obligations militaires de garantir la sécurité de l'Arabie Saoudite. Par la suite, cet accord « pétrole contre dollars » a été étendu à d'autres pays de l'OPEP et ceci est, d'ailleurs, sans aucune contrepartie de la part des américains, et a mené vers une émission exponentielle du billet vert. Progressivement, le dollar américain est devenu la monnaie d'échange de référence pour d'autres matières premières et, de ce fait, la monnaie de réserve mondiale – ce qui a procuré aux États-Unis une suprématie sans égale et des privilèges exorbitants. Aujourd'hui, on observe une rupture stratégique entre les USA et l'Arabie Saoudite qui est due à plusieurs facteurs majeurs. On peut citer une très importante réduction des importations de pétrole brut par les USA, dont l'Arabie était le plus grand fournisseur ; le retrait du soutien américain à l'Arabie Saoudite dans la guerre du Yémen et l'intention du président américain Joe Biden de sauver l'accord nucléaire avec les mollahs chiites d'Iran – ennemi juré des saoudites sunnites.

Le Royaume a très mal vécu cette triple « trahison » des américains. Le grand désaccord entre les deux pays est arrivé au point culminant avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, quand le pouvoir saoudite été mis devant un choix existentiel : continuer à évoluer dans le sillage des USA ou rejoindre le camp de leurs adversaires majeurs qui sont la Chine et la Russie. C'est la seconde solution qui a été retenue.

Face à l'Amérique qui a négligé les intérêts stratégiques des saoudites, la Chine, tout au contraire, n'a fait que croître sa coopération avec l'Arabie Saoudite. Et cette relation bilatérale ne se limite pas qu'au secteur des énergies fossiles, mais s'élargit grandement dans le domaine des infrastructures, de commerce et d'investissement. Non seulement les importants investissements chinois en Arabie sont en croissance constante et la Chine rachète aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de pétrole du Royaume, mais, en contrepartie, le Fonds Souverain du Royaume envisage de commencer à réaliser d'importants investissements dans des entreprises chinoises de secteurs stratégiques. Parallèlement, un accord de coopération militaire entre le Royaume saoudien et la Fédération de Russie a été signé au mois d'août 2021.

De même qu'entre la Russie et la Chine, l'Arabie Saoudite a pris le chemin de la dédollarisation des échanges et des investissements dans ses relations avec les Chinois. Les actions conjointes et synchronisées de la Russie, de la Chine et des pays de l'OPEP sur le chemin de la dédollarisation progressive ont pris de l'ampleur avec le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a fait sauter les masques et auront, à terme, un effet d'avalanche quasi inévitable vis-à-vis de la domination monétaire américaine, car les banques centrales de nombreux pays sont incitées à repenser la logique de l'accumulation de réserves, ainsi que du bien-fondé d'investissement dans des obligations du Trésor américain.

Déclaration de guerre

La guerre sur le territoire de l'Ukraine contre la Russie et la future guerre imminente qui se prépare dans l'Asie Pacifique contre la Chine ne sont rien d'autre qu'une partie de la réaction des USA qui considèrent l'action de la Russie et de la Chine contre la domination mondiale de la monnaie américaine comme une véritable déclaration de guerre. Et les Etats-Unis ont parfaitement raison de prendre cette déclaration plus qu'au sérieux, car la revente massive des bons de trésor américain jumelée avec la destitution progressive du système des pétrodollars par les puissances telles que la Russie et la Chine n'est rien d'autre que le début de la fin de l'économie américaine, telle qu'on la connaît depuis la fin de la seconde guerre mondiale – début de la fin des Etats-Unis, tels qu'on les connaît aujourd'hui. Les pays qui ont osé par le passé mettre en danger la domination mondiale par le système monétaire américain ont payé leur audace avec un prix on ne peut plus radical. Sauf que la Fédération de Russie, de même que la République Populaire de Chine, sont des puissances militaires qui ne peuvent, en aucun cas, être attaquées directement – ce qui vaut le suicide. Seules les guerres par procuration et les guerres hybrides peuvent être menées contre la puissance russe et la puissance chinoise. Aujourd'hui nous sommes dans la « phase russe », demain nous serons dans la « phase chinoise ». Il est important de souligner que la guerre en Ukraine n'est nullement la première, mais la troisième grande guerre du dollar américain, sans compter deux guerres « froides » de la monnaie américaine.

Quelles sont ces guerres, hormis celle qu'on connaît aujourd'hui ?

Ce sont la guerre d'Irak et la guerre de Libye. Et les deux guerres « froides » du dollar sont les guerres contre l'Iran et contre le Venezuela.

La première grande guerre du dollar

En parlant de la première guerre du dollar qui est la guerre d'Irak, il faut mettre de côté la fameuse fiole d'anthrax imaginaire que le secrétaire d'État américain Colin Powell a brandi à l'ONU, le 5 février 2003, afin de détruire le pays et de massacrer le peuple irakien, et de rappeler les faits. Les faits qui sont très éloignés de la fantaisie américaine. Au mois d'octobre de l'an 2000, le président irakien Saddam Hussein a fait une déclaration qu'il ne souhaite plus vendre son pétrole contre les dollars américains, mais uniquement contre les euros.

Une telle déclaration valait la signature de son arrêt de mort.

Selon une étude poussée de American Civil Liberties Union et du Fond américain de l'Indépendance du journalisme, qu'entre 2001 et 2003 le gouvernement américain a fait 935 déclarations mensongères concernant l'Irak, dont 260 directement par George W. Bush. Et parmi les 260 déclarations du mensonge prémédité du président américain, 232 ont été sur la présence en Irak d'armes de destruction massive inexistantes. La fiole de Colin Powell, après 254 déclarations mensongères de ce dernier du même propos, n'a été que le point culminant d'une longue et laborieuse préparation de l'opinion publique nationale et internationale en vue d'un imminent déclenchement de l'extermination de la menace irakienne portée à la monnaie américaine. Et, lorsqu'en février 2003, Saddam Hussein met sa « menace » à exécution en vendant plus de 3 milliards de barils de pétrole brut pour le montant de 26 milliards d'euros - un mois plus tard, les États-Unis procèdent à l'invasion et la destruction totale de l'Irak, dont on connaît les conséquences tragiques avec l'anéantissement de l'intégralité de l'infrastructure du pays et tant de morts parmi la population civile.

Suivant l'exemple des pays arabes de l'OPEP ayant leurs propres fonds souverains pétroliers, d'autres pays africains producteurs de pétrole, commençant par les géants pétroliers et gaziers l'Angola et le Nigeria, ont lancé des processus de la création de leurs propres fonds nationaux constitués des revenus tirés des exportations pétrolières.

Même à ce jour, les USA affirment fermement que cette guerre n'a strictement rien à avoir avec la volonté de l'Irak de s'affranchir du système des pétrodollars. Vu l'impunité judiciaire la plus totale des crimes contre l'humanité commis par les gouvernements successifs des Etats-Unis, ils ne se donnent même pas la peine de les couvrir par des récits ne serait-ce que peu crédibles aux yeux de la communauté internationale. Les faits sont parfaitement connus et on pourrait s'en arrêter là. Mais, pour que le procédé de « défense » des intérêts américains, dont l'actuelle guerre en Ukraine soit encore plus claire, parlons également de l'avant-dernière – seconde grande guerre du dollar qui est la guerre de Libye.

La seconde grande guerre du dollar

Six années se sont écoulées depuis l'anéantissement de la menace irakienne – une nouvelle menace existentielle pour le dollar américain est apparu en la personne de celui qui a refusé de tirer la leçon du destin tragique de Saddam Hossein : Mouammar Kadhafi. En 2009, alors à la présidence de l'Union Africaine, Mouammar Kadhafi propose aux États du continent africain une véritable révolution monétaire qui avait toutes les chances de réussir pour changer le destin du continent et qui été accueilli avec un grand enthousiasme : se soustraire de la domination du dollar américain en créant une union monétaire africaine dans laquelle les exportations du pétrole et autres ressources naturelles africaines soient payées principalement par le dinar-or – une nouvelle monnaie à créer et qui serait fondée sur les actifs financiers et les réserves d'or des fonds souverains du continent. fonds nationaux constitués des revenus tirés des exportations pétrolières. En tout, 28 nations productrices de pétrole et de gaz africains étaient parties prenantes du projet. Kadhafi, pourtant, a commis une erreur stratégique de calcul qui a non seulement « enterré » le dinar-or, mais également lui a coûté la vie. Il a sous-estimé le fait qu'il était totalement exclu que ce projet se réalise, d'une part, pour l'Etat américain et, d'autre part, pour « l'état profond » de Wall Street et de la City de Londres. Car, non seulement il mettait en danger existentiel la monnaie américaine, mais, en plus, privait les banques new-yorkaises et de la City du broyage habituel de trillions de dollars provenant des exportations de matières premières du continent africain. Le Royaume-Uni était donc en parfaite symbiose avec les USA dans sa volonté de destruction du pouvoir-auteur de la menace.

Dès la prise de décision par des « alliés » sur la neutralisation de la nouvelle menace - ils ne se souciaient guère du drôle de timing pour être une coïncidence aux yeux des observateurs : plus de 40 ans d'inaction face à Kadhafi, arrivé au pouvoir en 1969, et, dès qu'il expose à l'Union Africaine le projet de cette révolution monétaire – une nouvelle guerre civile orchestrée par les USA se déclenche de suite. En ayant déjà dans le passif l'invasion criminelle et la destruction de l'Irak basées sur de grossiers mensonges prémédités que l'état américain a proliféré à l'ONU en 2003 via Colin Powell sur les soi-disant armes de destruction massive détenues par Saddam Hussein, les Etats-Unis ne pouvaient plus se permettre de réutiliser la même technique et ont été obligés de diversifier la mise en place de l'invasion, afin de ne pas se mettre, une fois de plus, en position de criminels de guerre.

Soit, au moment quand ce nouveau « printemps arabe » est arrivé au point d'être écrasé par le pouvoir de l'état libyen - les américains, en restant dans l'ombre, utilisent les pays satellites et vassaux - la France, le Royaume-Uni et le Liban - pour déterrer de l'oubli une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies contre la Libye datée de 1973 - vieille de plus de 35 ans -

pour attaquer et détruire le pays. La réalisation été faite en violant même leur propre résolution nouvellement adoptée : au lieu de l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye prévue par la résolution, ce sont les bombardements directs des objectifs militaires au sol qui ont eu lieu. Ces bombardements ont été totalement illicites et en totale violation du droit international, car ceux qui ont voté pour l'adaptation de la résolution l'ont fait étant rassurés par les auteurs que l'objectif de l'action n'est que l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne protégeant les civils et nullement la défaite de Kadhafi, ni la destruction de son armée.

C'est-à-dire que les USA, sous la couverture de ses pays-satellites, ont directement menti à l'ONU, une fois de plus, afin d'avoir une moindre base légale pour déclencher les hostilités et de faire par la suite ce qui était prévu d'avance : anéantir la nouvelle menace au dollar américain. Que ce sont les USA et personne d'autre qui sont les réels auteurs de la destruction de la Libye en 2011 était un secret de polichinelle. Et, à partir de la publication par Wikileaks de la correspondance du 2 avril 2011 entre l'ancienne secrétaire d'État américaine Hillary Clinton et son conseiller Sid Blumenthal sur le sujet, le « secret » est sorti de l'ombre : Clinton était l'élément-clé de la conspiration occidentale contre le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et, plus précisément, contre la nouvelle monnaie panafricaine – menace directe au dollar américain. Blumenthal écrit à Clinton : « Selon les informations sensibles disponibles par cette source, le gouvernement de Kadhafi détient 143 tonnes d'or, et un montant similaire en argent... Cet or a été accumulé avant le courant de rébellion et était destiné à être utilisé pour établir une monnaie panafricaine basée sur le dinar-or libyen ». Comme je l'ai mentionné auparavant, aucune guerre n'a jamais une seule raison pour être lancée. Dans le cas de la guerre contre Kadhafi cela a été de même : une des raisons-clés complémentaires était l'intérêt personnel de Hillary Rodham Clinton de jouer le rôle de « dame de fer » dans le milieu politique américain, en vue des futures élections présidentielles. Ceci était comme dire à son parti politique : « regardez : j'ai été capable d'écraser tout un pays. Ne doutez donc pas que je suis bien en capacité de mener le combat électoral ». En avril 2015 elle annonce sa candidature à la présidence et, en juillet 2016, elle est officiellement désignée comme candidate du Parti démocrate.

Dans la seconde grande guerre du dollar ce n'est pas que l'avenir de la Libye, mais l'avenir de tout le continent africain qui était mis sur l'hôtel du sacrifice pour le bien-être de l'économie américaine. Tous ceux qui essaient de mettre en danger le système monétaire américain - doivent disparaître, s'ils ne sont pas de taille à résister.

Néanmoins, si c'est un pays puissant qui est en cause et que l'on n'est pas en mesure de l'écraser directement, comme l'Irak et la Libye, ce sont des attaques indirectes multimodales d'envergure qui sont élaborées et lancées, restant toujours dans l'ombre, faisant passer l'agressé pour l'agresseur, dans le but d'affaiblir l'adversaire au point qu'il abandonne ses projets de « destitution » du dollar et soit obligé de se concentrer sur la résolution de problèmes nouvellement apparus. Après la fin de la guerre en Ukraine - la troisième grande guerre du dollar américain, c'est inévitablement la quatrième grande guerre du dollar - la guerre de Chine - qui aura lieu et dont on ignore encore quelle forme précise elle prendra.

**Par
Oleg Nesterenko, Président du
Centre de Commerce & d'Industrie Européen.
Ancien directeur
de l'MBA, professeur auprès
des masters des Grandes Ecoles
de Commerce de Paris.**



L'ÉCONOMIE BUSINESS SUMMIT

- FORUM •
- DÉBATS •
- EXPOSITIONS •
- B2B •
- PARTENARIATS •

**1^{ER} JUIN
2023**

YAOUNDÉ, HÔTEL HILTON

« OPPORTUNITÉS
D'INVESTISSEMENTS
À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE »

WWW.LECONOMIE.INFO

L'ÉCONOMIE
MEDIA GROUP